

AVIS AUX ELEVES ET AUX PARENTS

Concerne : Frais scolaires

Le 15 septembre 2022

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

En application de la circulaire 4516 du 29 août 2013, je vous communique ci-après la liste de l'ensemble des dépenses qu'il vous convient de prévoir pour cette année scolaire 2022-2023.

Frais obligatoires :

Frais de photocopies 75€ (toutes les classes) *en septembre*

Frais liés au projet d'établissement :

Activité parascolaire sportive obligatoire 80€ *Virement dans le courant du mois de novembre*

Frais pour excursions extra muros : (destinations à préciser)

1C – 2 journées

2C – 2 journées

3C – 2 journées

4C – 2 journées

au fil de l'année

Frais de voyage scolaire : Il s'agit d'une estimation susceptible de modifications.

Entre 220€ et 280€ (**2C** – Bütgenbach)
350€ (**3G** – Pays-Bas)

Entre 600€ et 800€ (**6G**) *en plusieurs mensualités (un avis des professeur.e.s organisateurs/trices suivra)*

Frais facultatifs :

Fascicules d'exercices en achat groupé (selon les manuels utilisés) *en septembre*

Difficultés de paiement :

Les parents qui désireraient pouvoir bénéficier d'un échelonnement des paiements ou d'une réduction pour raisons sociales sont tenus d'en faire la **demande écrite à la Préfète des études, avec pièces justificatives éventuelles.**

Le suivi des dossiers sera assuré par Monsieur ELALAMI, économiste, qui prendra contact avec eux afin de fixer une entrevue.

Tout renseignement préalable peut être obtenu auprès de lui au 02/500.72.42

Décomptes durant l'année scolaire :

Un décompte des dépenses réclamées est indiqué dans le journal de classe.

La Préfète

Evelyne GOTTO

Décret "Missions" du 24 juillet 1997

Article 100. - § 1er. Aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu hors les cas prévus d'une part par l'article 12, § 1er *bis* de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, d'autre part par l'article 59, § 1er, de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement.

§ 2. Ne sont pas considérés comme perception d'un minerval dans l'enseignement fondamental les frais appréciés au coût réel afférent aux services ou fournitures suivants :

1° les droits d'accès à la piscine et aux activités culturelles et sportives

s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés;

2° les photocopies distribuées aux élèves; sur avis conforme du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement arrête le montant maximum du coût des photocopies par élève qui peut être réclamé au cours d'une année scolaire ;

3° le prêt de livres scolaires, d'équipements personnels et d'outillage.

§ 3. Les achats groupés, pour autant qu'ils soient facultatifs, les frais de participation à des activités facultatives, les abonnements à des revues pour autant qu'ils soient facultatifs ne sont pas non plus considérés comme minerval. Ils sont réclamés à leur coût réel pour autant qu'ils soient liés au projet pédagogique.

§ 4. Les pouvoirs organisateurs sont tenus, dans la perception des frais, de respecter les dispositions de l'article 11.

Le non-paiement des frais ne peut en aucun cas constituer, pour l'élève, un motif

de refus d'inscription ou d'exclusion définitive ou de toute autre sanction.

Les pouvoirs organisateurs peuvent mettre en place un paiement forfaitaire correspondant au coût moyen réel des frais.

§ 5. Dans l'enseignement obligatoire, aucun droit ou frais, direct ou indirect, ne peut être demandé à l'élève, à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale pour la délivrance de ses diplômes et certificats d'enseignement ou de son bulletin scolaire.

§ 6. Avant le début de chaque année scolaire, et à titre d'information, une estimation du montant des frais réclamés et de leur ventilation est portée par écrit à la connaissance de l'élève s'il est majeur, ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

§ 7. Au cours de chaque année scolaire, des décomptes périodiques sont portés par écrit à la connaissance de l'élève s'il est majeur, ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

Chaque décompte périodique détaille, par élève et pour la période couverte, l'ensemble des frais réclamés, leurs montants, leurs objets et le caractère obligatoire ou facultatif de ceux-ci et mentionne les modalités et les éventuelles facilités de paiement.

La période qui peut être couverte par un décompte périodique est de minimum un mois et de maximum quatre mois. Avant le début de chaque année scolaire, les pouvoirs organisateurs informent l'élève s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, de la périodicité choisie.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les frais dont le montant excède cinquante euros, les pouvoirs organisateurs peuvent prévoir la possibilité d'échelonner ceux-ci sur plusieurs décomptes périodiques. Dans ce cas, les pouvoirs organisateurs informent par écrit l'élève s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, de l'existence de cette possibilité, du montant total à verser ainsi que des modalités de l'échelonnement. La quotité réclamée afférente à la période couverte figure dans le décompte périodique.

Les frais qui ne figurent pas dans un décompte périodique ne peuvent en aucun cas être réclamés.

Les pouvoirs organisateurs veillent à ne pas impliquer les élèves mineurs dans le dialogue qu'ils entretiennent avec les parents ou la personne investie de l'autorité parentale à propos des décomptes périodiques.

Les pouvoirs organisateurs qui ne réclament aucun frais sur l'ensemble de l'année scolaire ne sont pas tenus de remettre les décomptes périodiques visés au présent paragraphe.